

## Comité exécutif national

Le mardi 7 juillet 2015

De 13 h à 19 h

Salle de conférence 1967 du Bureau national  
100, rue Queen, 4e étage  
Ottawa (Ontario)

### Présences :

E. Tremblay (présidence), N. Giannakoulis, A. Picotte, N. Burron, C. DesRochers, J. Hove, R. Kelly, A. Kurikshuk-Nemec, S. Maguire, S. Mullen, N. Pothier, S. Powell, J. Squires, I. Borré, C. Vezina, A. Butler(tel), R. Kelly(tel), J. Porter(tel)

### Absences justifiées :

P. Scholey

### Observateurs :

Maggie Simpson

### 1. Points aux fins d'approbation

#### a) Adoption de l'ordre du jour

Ajouts au point 3.a,

- Projet de loi C-377 : Discussion sur la stratégie que nous prévoyons suivre.
- Document relatif aux lignes directrices sur les activités syndicales et politiques et position de l'ACEP sur les élections fédérales.

Ajout au point 4.a,

- Rapport du vice-président.

Ajout au point 4.d (i),

- Discussion au sujet d'un 2e sondage au sein du CMMP.

Ajout au point 4.d (vi),

- Mise à jour sur la mobilisation.

Ajout au point 4.d (v),

- Maggie Simpson a demandé à assister à la réunion et à présenter une mise à jour sur le CCNJM.

Ajout au point 4.d (vi),

- Présentation de S. Powell sur les rapports des comités externes.

**Résolution :** Il est proposé par J. Hove, et appuyé par S. Maguire, d'adopter l'ordre du jour, ainsi que les ajouts proposés. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### b) Adoption du compte rendu de la réunion du CEN du 27 mai 2015

Une question est portée à l'attention de tous, à savoir que le compte rendu doit faire état des personnes qui quittent la réunion, de sorte que les votes consignés reflètent le nombre de personnes présentes. Sur demande ou dans le cas des points d'importance critique, on procédera à un appel nominal.

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte, et appuyé par C. DesRochers, d'adopter le compte rendu de la réunion du 27 mai 2015 avec quelques modifications mineures.

Pour = 8, Contre = 0, Abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

#### c) Adoption du compte rendu du huis clos de la réunion du CEN du 27 mai 2015

### 2. Suivis

#### a) Négociation ACEP-SEA

Les propositions seront communiquées le 23 juillet, et deux séances de trois jours auront lieu à la mi-août ou au début de septembre.

On a demandé à l'employeur d'accorder des congés payés aux membres de l'équipe syndicale de négociation qui participeront à la ronde de négociations, ce qui devra faire l'objet de discussions plus poussées ou être débattu dans le cadre des négociations.

Isabelle Petrin s'est retirée du poste de négociatrice syndicale, et les membres ont élu Pierre Lebel pour les représenter dans le cadre des négociations.

**Résolution :** Il est proposé par J. Squires, et appuyé par N. Pothier, de traiter ce point à huis clos.

b) Nomination d'un délégué auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor

- Un délégué a été nommé à la réunion d'avril, et une autre personne a proposé sa candidature. La biographie d'Allison Desrosiers-Rodriguez est distribuée à toutes les personnes présentes. Mme Desrosiers-Rodriguez a suivi la formation des délégués du 15 au 17 juin 2015.

- À l'avenir, tous ceux qui souhaitent poser leur candidature pour devenir délégués et participer aux activités syndicales devront remplir le formulaire de demande qui se trouve sur le site Web, à la page <http://www.acep-cape.ca/fr/ressources/d%C3%A9l%C3%A9gu%C3%A9s/>.

- On propose de créer, sur le site Web, un bouton qui mènerait à un formulaire de demande de participation que les membres pourraient remplir directement en ligne et qui remplacerait l'actuel formulaire PDF, que les membres doivent imprimer, remplir, numériser, puis envoyer à l'ACEP.

**Résolution :** Il est proposé par J. Squires, et appuyé par A. Kurikshuk-Nemec, d'approuver la candidature d'Allison Desrosiers-Rodriguez à titre de déléguée auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

c) Comité d'examen des plaintes

- La composition du comité est approuvée par voie de scrutin. Les membres du comité sont Maciek Hawrylak, Elaine Koren et Isabelle Solon-Helal.

- Le CEN soumet un dossier de plainte provenant d'Industrie Canada (section locale 508).

- On fait la lecture du règlement concernant les plaintes (page 12, article R5.3).

- À sa prochaine réunion mensuelle, le CEN mettra la recommandation du CEP aux voix. On reconnaît que le CEP n'a pas besoin d'un mandat officiel et qu'il est assujéti aux règlements nationaux.

- Une plainte a été déposée le 22 mai dernier, soit dans le délai de quatre-vingt-dix jours. Le CEP doit réagir à cette plainte dans les trente jours ouvrables, période qui débutera une fois que le Comité aura été dûment constitué et que ses membres auront reçu la formation pertinente.

- Les participants discutent de la question de savoir si le CEN doit prendre part à la décision visant à déterminer si la plainte doit faire l'objet d'une enquête.

- Maintenant que le CEN a été mis au courant, N. Giannakoulis enverra toute la documentation pertinente au CEP. Conformément à l'article 5 des Règlements, une formation devra être offerte le plus tôt possible.

3. Questions aux fins de discussion

a) Projets de loi C-59 et C-377

- Le projet de loi C-59 a été adopté avec des dispositions qui permettent au Conseil du Trésor d'imposer un nouveau régime de congés de maladie.

- Les Conservateurs ont fait adopter le projet de loi C-377 en passant outre à leur propre président au Sénat. Ce projet de loi pourrait avoir d'énormes répercussions sur l'ACEP, car il impose de lourdes obligations de présentation de rapports concernant la transparence de nos activités d'exploitation. Tous les renseignements personnels contenus dans des contrats et des accords d'une valeur supérieure à 5 000 dollars conclus par l'ACEP devront ainsi être rendus publics.

- Quelles mesures doit-on prendre relativement à ces deux lois?

Les quatre mesures suivantes ont été présentées lors des AGA :

- 1- contestation judiciaire;
- 2- mobilisation des membres et diffusion d'information;
- 3- sondages d'opinion publique et relations publiques;
- 4- stratégie électorale.

Étant donné le calendrier de mise en œuvre (2016) du projet de loi C-377, il n'est pas nécessaire de prendre quelque mesure que ce soit pour l'instant.

-Projet de loi C-59 – Douze des dix-sept agents de négociation du CNM participent à une contestation constitutionnelle menée par le cabinet d'avocats SGM.

- L'IPFPC et l'ACEP font front commun pour payer la note et s'exprimer d'une même voix. Les autres agents de négociation n'auront pas voix au chapitre des stratégies et des tactiques et n'auront aucun droit de veto.

- Les sommes à acquitter seront réparties selon l'importance de chaque organisation, c'est-à-dire dans une proportion de quatre cinquièmes pour l'IPFPC et d'un cinquième pour l'ACEP.
- L'AFPC a présenté une requête similaire et complémentaire.
- Des conseillers juridiques contribuent à la rédaction de l'ébauche définitive.

b) Position de l'ACEP sur les élections fédérales (résolution)

- Les participants discutent de l'approche relative aux élections.
- Les modifications proposées sont favorables.
- La résolution modifiée est jointe au présent document.

**Résolution :** Il est proposé par J. Squires, et appuyé par S. Powell, d'accepter la résolution modifiée.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

c) Résolution concernant la création d'un poste de commis aux relations avec les cotisants Rand et d'un poste d'agent d'éducation

- Le besoin a été cerné et un plan a été établi relativement à l'embauche d'un agent d'éducation. Les rôles des titulaires de ces postes sont décrits à la résolution relative au point 3.c.
- Les suggestions concernant l'ajout d'autres aspects à ces rôles sont acceptées.
- Si la résolution est acceptée, on propose d'y ajouter la phrase suivante : « sous réserve de l'approbation du budget de 2015-2016 par les membres, par le truchement d'un vote électronique sortant ».

**Rappel au Règlement** – La résolution présentée est retirée par la présidente.

**On présente une nouvelle résolution concernant la création d'un sous-comité chargé d'examiner la dotation en personnel, sous réserve des dispositions de l'article 12.1 des Statuts de l'ACEP qui ont trait à de tels comités.**

- Les participants discutent de la création d'un tel comité spécial et de son rôle.

**Résolution :** Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec, et appuyé par A. Butler, de mettre sur pied un comité spécial des RH qui sera en activité pendant toute la durée du mandat de l'actuel CEN, qui se réunira mensuellement ou au besoin et qui sera constitué de la présidente, des deux vice-présidents et d'au moins deux autres membres du CEN.

*La présidente propose que cette résolution soit associée à la résolution relative au point 3.f, car elle concerne la structure de gestion et les postes de gestionnaires. Il convient de distinguer nettement le rôle du CEN et celui de cet éventuel sous-comité en ce qui a trait aux procédures d'embauche, ainsi que le cadre de gestion par rapport aux responsabilités des gestionnaires en matière d'embauche et de gestion du bureau et du personnel.*

-Ce comité constituerait une mesure de protection supplémentaire pour les cadres supérieurs, la présidente et les vice-présidents; comme il se chargerait d'une partie de la charge de travail relative à l'établissement des politiques d'embauche, il pourrait tenir lieu de mécanisme de rétroaction quant à l'établissement et à la surveillance de ces procédures.

Pour = 8, Contre = 2, Abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

**Il est résolu de discuter en huis clos des questions relatives aux contrats de gestion.**

d) et e) Résolution concernant l'appui à ACORN Canada et au groupe Evidence for Democracy

- Ces points sont retirés des discussions prévues pour la présente réunion.

4. Rapport

a) Présentation du rapport de la présidente E. Tremblay

- Mise à jour sur les négociations : Les négociateurs du SCT ont tenté de conclure des ententes avec les agents de négociation de groupes de moindre importance.
- Les syndicats demeurent solidaires.
- On a sollicité des conseils juridiques concernant la participation à des activités politiques.
- Une fiche des prescriptions à respecter sera affichée sur le site Web, accompagnée d'une version mise à jour des lignes directrices relatives aux élections de 2011 et de conseils juridiques supplémentaires.
- Le CEN sera constitué avant toute éventuelle communication estivale concernant la position commune des syndicats relativement aux prochaines élections.

- On rappelle que la position de l'ACEP consiste à ne choisir aucun camp et à sensibiliser ses membres aux programmes électoraux proposés.

a) i.) Présentation des rapports des vice-présidents par N. Giannakoulis

- Mise à jour sur la base de données : Du 22 au 24 juin derniers, UnionWare a rencontré le personnel responsable de la base de données sur les membres et des communications. L'accent a été mis principalement sur l'élément des communications, ainsi que sur les modules des données et du recouvrement des cotisations. L'entreprise travaille actuellement sur un module conçu pour l'ACEP qui pourra être intégré au fil du temps et qui porte sur les courriels envoyés aux membres.

- On propose d'accorder une heure aux représentants de l'IPFPC, qui soumettront une présentation en vue de la réunion du CEN de septembre.

- Modèle des délégués : On se penche actuellement sur les protocoles internes du processus de recours. On a demandé aux ART d'examiner les protocoles et de consulter les archives.

- On propose d'ajouter une étape supplémentaire aux protocoles de recours relatifs aux plaintes :

- 1er palier : directeur des Services professionnels ou directeur des Opérations;

- 2e palier : examen des vice-présidents;

- 3e (et dernier) palier : intervention de la présidente.

- On souhaite tenir une discussion à une date ultérieure à propos du fait que le CEN veut jouer un rôle dans ce processus. Un examen des statuts pourrait être nécessaire.

- On propose de rencontrer l'IPFPC au sujet de la conclusion d'une entente de services et de planifier une réunion avec l'AFPC le 10 juillet.

La formation interne a été élargie et nous avons demandé aux ART d'examiner les protocoles de service. Nous révisons actuellement le protocole d'entente relatif au Programme d'apprentissage mixte conclu avec l'AFPC, qui n'a accès qu'à un nombre limité de modules.

- La formation de l'AFPC a été offerte aux membres de l'ACEP et nous envisageons la possibilité d'avoir accès à la formation offerte à l'échelle régionale en Colombie-Britannique.

b) Rapport des services professionnels

- On présente aux membres du CEN une synthèse des dossiers en cours qui ont été soumis à l'arbitrage (protégé).

c) Rapport des négociations

-Table EC : Une réunion a eu lieu les 23 et 25 juin. Une liste des préoccupations devant être abordées au cours des négociations est remise aux participants.

-Le document soumis par la table EC au négociateur du SCT sera communiqué aux membres du CEN.

Ce document explique qu'il existe d'autres PICD beaucoup plus généreux que ce que l'employeur propose.

Exemple : Dans certaines entreprises privées qui n'imposent aucune limite au nombre de jours de congé de maladie, les employés sont placés en invalidité du courte durée après quatre jours d'absence, sans aucun délai de carence. Le SCT semble vouloir s'inspirer du régime des enseignants de l'Ontario.

Les dates des négociations à la table EC sont fixées au 22 et au 23 septembre prochains.

-Les négociations pour la table TR se tiendront du 15 au 17 septembre. Nous avons appris que les négociations se poursuivront même après la délivrance du bref électoral.

-La Bibliothèque du Parlement est allée en arbitrage le 19 juin. L'employeur propose une augmentation de 1 p. 100, mais l'ACEP réclame une augmentation de 2,5 p. 100 sur la période de validité de deux ans de la convention. Nous attendons toujours la décision arbitrale.

d) Rapport des comités

(i) Comité de la mobilisation et des moyens de pression (CMMP)

- Le CMMP souhaite procéder à un deuxième sondage. Certaines des questions de ce sondage ont déjà été établies, y compris des questions d'ordre démographique telles que l'âge, le sexe, le ministère et le nombre d'années de service.

- On rappelle aux participants le vote sur les moyens de pression et la grève et on demande de les classer.

- Le vote sur les moyens de pression et la grève doit être défini de manière plus précise et on doit clarifier les échelles et le classement.

- Le moment auquel le sondage sera effectué – c.-à-d., avant ou après les élections – est important.

ii) Finance

- Les résultats de la vérification du mois de juillet seront présentés à la réunion de septembre.

- Les résultats seront connus au début d'août.

- Les résultats relatifs au budget et au vote seront connus à la mi-juillet.

(iii) Communications

- L'aspect du site Web de l'ACEP a changé à la suite de l'embauche de Ben René. Le graphisme a été amélioré, des pages sur les congés de maladie et un bulletin sur la mobilisation ont été ajoutés et les textes présentés sont désormais plus courts. Il reste cependant encore du travail à faire pour réorganiser le site Web, et l'apport des membres sera nécessaire.

(iv) Conseil des dirigeants et dirigeantes de sections locales

- Le Conseil se réunira à l'automne; la date reste à déterminer.

(v) Comité consultatif des nouveaux et des jeunes membres

- Le Comité s'est réuni le 9 juin et se réunira de nouveau le 9 juillet.  
- Wayne Fan (coprésident) a rédigé une lettre décrivant l'appui des jeunes professionnels à la position du syndicat au sujet des congés de maladie. Cette lettre d'opinion a été publiée dans la version imprimée du Ottawa Citizen. Partageant l'opinion ainsi exprimée, l'IPFPC et l'AFPC ont également signé la lettre parue dans le Ottawa Citizen.  
- À sa prochaine réunion, le Comité passera en revue son mandat et ses plans pour l'avenir et élaborera des stratégies visant à inciter les jeunes professionnels à assister aux réunions.  
- Le Comité collabore avec l'IPFPC et l'AFPC en vue d'offrir une séance d'orientation sur les syndicats aux étudiants des cycles universitaires supérieurs et aux associations étudiantes

(vi) Comités externes

- S. Powell fait état de sa participation à différentes initiatives extérieures dans le cadre desquelles elle représente l'ACEP.  
- Une rencontre avec le groupe des retraités de la fonction publique fédérale et la Coalition canadienne pour la sécurité de la retraite a été organisée par Bernard Dussault (IPFPC), actuaire en chef à la retraite du RPC.  
- On définit les tendances en matière de régimes d'avantages et les menaces dans ce domaine au sein du gouvernement.  
- Le magazine SAGE a publié un article qui définit les avantages qui doivent être intégrés à notre stratégie relative aux élections, aborde la question de la sécurité de la retraite et énumère les questions que les électeurs doivent se poser au moment de voter.  
- La question des prestations de retraite et notre position à ce sujet doivent faire l'objet de discussions. Nous accordons toute notre attention aux congés de maladie, mais les membres doivent être mieux informés au sujet des prestations de retraite.  
- D'autres dirigeants mentionnent qu'ils ont rencontré les députés et les candidats afin de discuter des enjeux. Ils affirment que des lettres seront envoyées aux membres.  
- On envisage la possibilité de recourir à un groupe d'experts en matière de retraite qui fournira de l'information au CEN afin qu'il comprenne mieux la question des prestations de retraite. La même initiative pourrait être mise de l'avant à l'intention des membres dans le cadre des activités d'éducation. Une journée d'apprentissage pourrait être consacrée au sujet de la retraite.  
- Notre présence est remarquée et grandement appréciée au sein d'autres groupes. Un régime de retraite est en cours d'élaboration en Ontario; nous devrions nous informer des répercussions que ce régime aura sur les membres qui vivent en Ontario et au Québec aux chapitres de l'impôt sur le revenu et du Régime de pensions du Canada.

5. Varia

- La présidente dinera avec Mike Palecek, le président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP/CUPW), et présentera au CEN un compte rendu des discussions qu'ils auront eues.

6. Clôture de la rencontre

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte, et appuyé par S. Maguire, de clore la réunion à 19 h 26.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**